

# Le Monde

April 13, 2025

## Restitutions de biens culturels : les pays africains expriment leurs attentes

*Alors que le vote d'une loi-cadre sur les restitutions n'est plus à l'ordre du jour en France, les chercheurs africains collaborent étroitement avec d'autres pays européens.*

Par Roxana Azimi et Laurence Caramel



OLIVIER BONHOMME

Il aura fallu six ans avant que la propriété du djidji ayôkwé, surnommé le « tambour parleur », soit pleinement transférée à la Côte d'Ivoire, qui en réclame la restitution depuis 2019. Le 9 avril, la proposition de loi, présentée par le sénateur centriste Laurent Lafon et relative à la restitution de cet imposant instrument de 430 kilos, confisqué en 1916 par l'armée française à la communauté des Ebriés, a été examinée en commission au Sénat, avant un vote prévu le 28 avril, puis un examen à l'Assemblée nationale. Une loi spécifique à cet objet, faute d'une loi-cadre générale sur les restitutions d'œuvres d'art

[https://www.lemonde.fr/culture/article/2025/04/13/restitutions-de-biens-culturels-les-pays-africains-expriment-leurs-attentes\\_6595136\\_3246](https://www.lemonde.fr/culture/article/2025/04/13/restitutions-de-biens-culturels-les-pays-africains-expriment-leurs-attentes_6595136_3246)

# Le Monde

pillées en Afrique à l'époque coloniale : celle-ci n'est plus à l'ordre du jour, alors qu'Emmanuel Macron avait promis, lors de son discours à Ouagadougou en 2017, de faciliter le retour de ces objets.

Un projet de loi avait bien été rédigé en 2023 par l'ancienne ministre de la culture Rima Abdul Malak. Le Conseil d'Etat avait alors relevé un vice juridique, qui, en soi, n'avait rien d'insurmontable. Il suffirait d'inscrire dans le projet de loi un « motif impérieux » ou un « intérêt général supérieur », comme ce fut le cas pour la loi-cadre sur les restes humains et les biens de personnes spoliées sous l'Occupation, votée par le Parlement en 2023. L'actuelle locataire de la Rue de Valois, Rachida Dati, n'en a toutefois pas fait une priorité. D'après nos informations, aucun nouveau texte n'a d'ailleurs été proposé pour validation au Conseil d'Etat.

Et le sénateur communiste Pierre Ouzoulias de s'agacer : « Nous sommes de nouveau obligés de bricoler des solutions de fortune en votant, comme par le passé, des lois d'espèce pour satisfaire les engagements de la France. » Le 9 avril, les membres de la commission culture du Sénat au grand complet ont d'ailleurs réclamé à Rachida Dati qu'un texte de loi leur soit rapidement transmis. « Nous avons trop attendu. Il est possible de trouver une majorité au Sénat, il faut passer cette première étape », insiste Pierre Ouzoulias.

## L'impatience gagne

D'autant que l'impatience gagne les pays africains. Ainsi du Mali, qui réclame depuis 2022 la restitution de 81 objets. « Les recherches de provenance ont été faites, les preuves établies, mais on attend, remarque Daouda Keita, directeur du Musée national du Mali. Il est temps qu'on nous donne une réponse. » Peu probable qu'elle arrive de sitôt dans le contexte de tensions entre Paris et la junte militaire au pouvoir à Bamako, qui a récemment annoncé son retrait de l'Organisation internationale de la Francophonie.

« Macron a été très influent, il a suscité l'étincelle première sur ces questions, souligne l'artiste sud-africaine Molemo Moiloa, cofondatrice, en 2022, d'Open Restitution Africa, une plateforme qui vise à donner une perspective africaine à la problématique des restitutions. Mais, aujourd'hui, les pays les plus actifs sur ces sujets sont l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique. » Et de rappeler que, depuis deux cents ans, les Africains s'escriment à retrouver leurs trésors volés. « Mais leurs efforts, leurs succès, ont été largement invisibilisés dans les narratifs qui privilégient les personnalités et musées occidentaux », poursuit la jeune femme.

L'essentiel des connaissances produites sur le pillage des biens culturels pendant la colonisation provient d'institutions occidentales. Dans le cas des bronzes du royaume du Bénin, Open Restitution Africa a calculé que les chercheurs européens ou américains avaient publié huit fois plus d'articles que leurs homologues du Nigeria. Un biais qu'elle entend corriger en valorisant de nouvelles sources, comme l'histoire orale, qui permet de retrouver la place d'objets dont la mémoire s'est perdue. « Les processus de restitutions sont longs et complexes. Beaucoup de personnes veulent s'impliquer mais elles ne savent pas comment s'y prendre », ajoute la Kényane Chao Tayiana Maina, l'autre cofondatrice de la plateforme, dont l'ambition est aussi de mettre à la disposition des Etats comme des citoyens toutes les informations disponibles sur les restitutions achevées ou en cours. Pour la première fois, en janvier, sous l'égide de

# Le Monde

l'Unesco, les 54 pays membres de l'Union africaine ont été réunis au siège de l'institution à Addis-Abeba, en Ethiopie, pour partager leurs expériences et leurs attentes.

Les musées ne peuvent pas être seuls à la table des discussions. « Le savoir sur les objets qui nous ont été dérobés se trouve dans les communautés. Certains ont disparu depuis plus d'un siècle, constate Samba Yonga, directrice du Musée de l'histoire des femmes de Zambie, qui a fait circuler dans leurs communautés d'origine des objets détenus par le Musée national suédois des cultures du monde. Nous sommes face à un passé que nous ne connaissons pas, une amnésie culturelle. C'est l'expérience la plus puissante que nous avons faite. Nous n'étions pas seulement là pour recueillir des informations, mais pour comprendre ce que ces populations voulaient, ce qui serait le mieux pour elles, de manière inclusive », explique-t-elle.

## La destination finale en question

Au regard esthétique que le Nord porte sur ces biens culturels, les Africains opposent leur fonction sociale. Celle-ci questionne sur la destination finale qui doit leur être attribuée après les restitutions. « Ce ne sont pas seulement des biens culturels qui ont été emportés. Ce sont aussi, souvent, des objets de culte, de liturgie, dont la place se trouve au sein des chefferies traditionnelles qui en avaient la charge », rappelle l'anthropologue camerounais François Bingono Bingono.

« Les musées ne sont pas les seuls endroits pour accueillir ce patrimoine », abonde Jean-Paul Koudougou, président pour l'Afrique du Conseil international des musées, en plaidant dans le même temps pour de « nouveaux musées africains qui répondent aux attentes des populations et comblent la déconnexion observée aujourd'hui ».

Quoi qu'il en soit, dans ce lent cheminement pour se réapproprier ce pan de leur histoire, il apparaît aujourd'hui difficile d'aller de l'avant sans une étroite collaboration avec les anciennes puissances coloniales. Des programmes de recherche conjointe illustrent cette nécessité, comme l'Atlas de l'absence, conduit par l'Université technique de Berlin et celle de Dschang (Cameroun), qui a permis de cartographier le patrimoine camerounais (40 000 objets issus en majorité des transferts coloniaux) conservé dans les musées publics allemands. Et, dans une démarche inversée, d'identifier les lieux de provenance sur une carte de l'ancienne colonie allemande.

Le repli nationaliste de plusieurs pays européens risque-t-il de gripper le mouvement de restitutions qui semblait en marche ? C'est une crainte. Open Society Foundations, du milliardaire George Soros, après avoir accordé 15 millions de dollars (13,2 millions d'euros) depuis 2019, vient de clôturer son guichet. « La question coloniale n'est plus à l'ordre du jour », entrevoit Molemo Moiloa.

# Le Monde

April 13, 2025

## Restitution of cultural property: African countries express their expectations

*While the vote on a framework law on restitution is no longer on the agenda in France, African researchers are collaborating closely with other European countries.*

By Roxana Azimi and Laurence Caramel



OLIVIER BONHOMME

It took six years for ownership of the djidji ayôkwé, nicknamed the "talking drum," to be fully transferred to Côte d'Ivoire, which has been demanding its restitution since 2019. On April 9, the bill, presented by centrist senator Laurent Lafon and relating to the restitution of this imposing 430-kilogram instrument, confiscated in 1916 by the French army from the Ebrié community, was examined in committee in the Senate, before a vote scheduled for April 28, followed by a review in the National Assembly. A specific law on this subject, in the absence of a general framework law on the restitution of works of art looted in

[https://www.lemonde.fr/culture/article/2025/04/13/restitutions-de-biens-culturels-les-pays-africains-expriment-leurs-attentes\\_6595136\\_3246](https://www.lemonde.fr/culture/article/2025/04/13/restitutions-de-biens-culturels-les-pays-africains-expriment-leurs-attentes_6595136_3246)

# Le Monde

Africa during the colonial era: this is no longer on the agenda, even though Emmanuel Macron promised, during his speech in Ouagadougou in 2017, to facilitate the return of these objects.

A draft law was indeed drafted in 2023 by former Minister of Culture Rima Abdul Malak. The Council of State then noted a legal flaw, which, in itself, was not insurmountable. It would suffice to include in the draft law a "compelling reason" or a "higher public interest," as was the case for the framework law on human remains and property of persons dispossessed during the Occupation, passed by Parliament in 2023. The current tenant of Rue de Valois, Rachida Dati, has not, however, made this a priority. According to our information, no new text has been proposed for validation by the Council of State.

And Communist Senator Pierre Ouzoulias is annoyed: "We are once again forced to cobble together makeshift solutions by voting, as in the past, on one-off laws to meet France's commitments." On April 9, the entire Senate Culture Committee demanded that Rachida Dati quickly submit a bill. "We have waited too long. It is possible to find a majority in the Senate, but we must pass this first step," insists Pierre Ouzoulias.

## **Impatience wins**

Especially since impatience is growing in African countries. Mali, for example, has been demanding the return of 81 objects since 2022. "The provenance research has been conducted, the evidence established, but we're waiting," notes Daouda Keita, director of the National Museum of Mali. "It's time we got an answer." It's unlikely to come anytime soon given the tensions between Paris and the military junta in power in Bamako, which recently announced its withdrawal from the International Organization of La Francophonie.

"Macron was very influential; he sparked the initial spark on these issues," emphasizes South African artist Molemo Moiloa, co-founder, in 2022, of Open Restitution Africa, a platform that aims to give an African perspective to the issue of restitution. "But today, the most active countries on these issues are Germany, the Netherlands, and Belgium." She points out that for two hundred years, Africans have been striving to recover their stolen treasures. "But their efforts, their successes, have been largely invisible in narratives that favor Western figures and museums," the young woman continues.

Most of the knowledge produced on the looting of cultural property during colonization comes from Western institutions. In the case of the bronzes from the Kingdom of Benin, Open Restitution Africa calculated that European and American researchers had published eight times more articles than their Nigerian counterparts. It intends to correct this bias by promoting new sources, such as oral history, which helps restore the place of objects whose memory has been lost. "Restitution processes are long and complex. Many people want to get involved, but they don't know how to go about it," adds Kenyan Chao Tayiana Maina, the other co-founder of the platform, whose ambition is also to make all available information on completed or ongoing restitutions available to both states and citizens. For the first time in January, under the auspices of UNESCO, the 54 member countries of the African Union met at the institution's headquarters in Addis Ababa, Ethiopia, to share their experiences and expectations.

Museums cannot be alone at the table. "The knowledge about the objects that were stolen from us resides in the communities. Some have been missing for over a century," notes Samba Yonga, director of

# Le Monde

the Zambian Women's History Museum, who has circulated objects held by the Swedish National Museum of World Cultures to their home communities. "We are facing a past we don't know, a cultural amnesia. It's the most powerful experience we've had. We weren't just there to gather information, but to understand what these people wanted, what would be best for them, in an inclusive way," she explains.

## **The final destination in question**

To the aesthetic view that the North has of these cultural objects, Africans contrast their social function. This raises questions about the final destination that should be assigned to them after restitution. "It wasn't just cultural objects that were taken away. They were also, often, objects of worship, liturgy, whose place is within the traditional chiefdoms that were responsible for them," recalls Cameroonian anthropologist François Bingono Bingono.

"Museums are not the only places to house this heritage," adds Jean-Paul Koudougou, president for Africa of the International Council of Museums, while at the same time calling for "new African museums that meet the expectations of the population and bridge the disconnect observed today."

In any case, in this slow process of reclaiming this part of their history, it now appears difficult to move forward without close collaboration with the former colonial powers. Joint research programs illustrate this need, such as the Atlas of Absence, conducted by the Technical University of Berlin and that of Dschang (Cameroon), which has made it possible to map Cameroonian heritage (40,000 objects, mostly from colonial transfers) preserved in German public museums. And, in a reverse approach, to identify the places of origin on a map of the former German colony.

Is the nationalist retreat of several European countries likely to stall the restitution movement that seemed to be underway? It's a fear. Billionaire George Soros's Open Society Foundations, after granting \$15 million (€13.2 million) since 2019, has just closed its window. "The colonial issue is no longer on the agenda," predicts Molemo Moiloa.